

## Burundi : La société civile dans le collimateur du pouvoir

@rib News, 24/10/2010 Le porte-parole de la police burundaise Pierre Channel Ntarabaganyi s'est insurgé contre les déclarations « gratuites » du président de l'Association des Défense des Droits de l'Homme et des Prisonniers (APRODH) Pierre Claver Mbonimpa. Selon Ntarabaganyi, le président de cette organisation de la société civile a accusé la police burundaise d'avoir exécuté des civils sans raisons valables, au nord ouest du Burundi, dans la province de Cibitoke, il y a quelques jours. « Nous lui demandons d'arrêter ces accusations gratuites », a demandé mercredi le porte-parole de la police au président de l'APRODH. D'ailleurs, ajoute Ntarabaganyi, le président de l'APRODH porte-parole des malfaiteurs et ne défend jamais la police burundaise qui ne cesse d'être accusée par des gens mal intentionnés.

Le ministre de l'Intérieur Edouard Nduwimana avait de son côté convoqué les responsables des quatre grandes organisations de la société civile burundaise pour le même motif. Le ministre Nduwimana a déploré les accusations portées ces derniers jours contre le corps de sécurité, des accusations, selon lui, « qui cherchent à diviser ce corps ». Le ministre de l'Intérieur est passé à la vitesse supérieure : « Nous envisageons même des poursuites judiciaires contre le président de l'APRODH et même le changement de la direction de la même organisation si les choses restent telles qu'elles sont actuellement », a-t-il déclaré mercredi à Bujumbura aux quatre responsables des principales organisations de la société civile burundaise. Les organisations qui avaient été convoquées sont l'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME), le Forum pour le Renforcement de la Société Civile (FORSC), la Ligue des Droits de l'Homme Iteka et l'Association des Défense des Droits de l'Homme et des Prisonniers (APRODH). Selon le directeur général du FORC Pacifique Nininahazwe qui avait répondu à ce rendez-vous d'avertissement du ministre de l'Intérieur, la société civile burundaise fait face à une crise alors qu'elle veut collaborer avec le pouvoir. « Nous reconnaissons l'existence des instances élues et voulons collaborer avec elles », a souligné le directeur général du FORC, monsieur Nininahazwe qui déplore néanmoins la volonté du ministre de punir les responsables de la société civile en voulant leur entraîner dans des comportements purement partisans. Selon le président de l'APRODH pointé du doigt par les corps de sécurité, pas question de changer le rythme de travail. « Cela même encourage plutôt à doubler l'effort dans la lutte pour les droits de l'homme au Burundi », a affirmé Pierre Claver Mbonimpa ce jeudi à Bujumbura. « Ce que nous disons, émane des grandes enquêtes effectuées par nos commissaires qui sont parpillés sur tout le territoire national », a ajouté monsieur Mbonimpa. Il demande plutôt de faire des enquêtes et punir les responsables de ce qu'il qualifie de honte pour un pays. L'origine de ces discussions est la découverte il y a quelques semaines de plus de 20 cadavres flottant dans les eaux du lac Tanganyika et la rivière Rusizi, servant de frontière entre le Burundi et la RD Congo. Les familles des victimes avaient souligné que leurs proches avaient été arrêtés par la police de Cibitoke, en présence d'ailleurs du numéro un de cette même police dans cette province de Cibitoke. La police avait rejeté en son rôle le présumé dans l'exécution de ces civils membres de partis politiques d'opposition en affirmant que ces victimes avaient été libérées vers la soirée et que par conséquent, elle ne connaissait pas ce qui serait arrivé plus tard. Le Burundi semble intégrer les pays où les activistes des droits de l'homme ne sont pas les bienvenus. En mai dernier, la représentante de Human Rights Watch, Neela Ghoshal avait été expulsée du Burundi suite à la publication d'un rapport. Quatre des représentants des Nations Unies au Burundi ont interrompus leurs mandats au cours des cinq dernières années. Trois d'entre eux ont été sommés de quitter le sol burundais tandis que le dernier vient de démissionner, tout en annonçant la présence de signes du retour à la violence au Burundi.